Burundi : Des escadrons de la mort au sein de la police présidentielle

@rib News, 04/04/2011 Les membres des partis de l'opposition regroupés au sein de l'Alliance des Démocrates pour le Changement (ADC-Ikibiri) sont, ces derniers jours, cibles d'exécutions extrajudiciaires au Burundi. Les médias locaux rapportent tous les jours, et en images, la mort de plusieurs personnes tuées par des hommes en uniforme policier ou militaire et quelque fois habillés en civil. Manassé Nzobonimpa, député du Burundi au sein de l'East African Legislative Assembly (EALA), vient de dénoncer l'existence d'escadrons de la mort au sein de la police présidentielle burundaise et des services secrets connus sous le nom de "Documentation nationale". Des tueurs à gages à la solde de certaines sphères du pouvoir pour des exécutions extrajudiciaires.

« Il y a dans ce pays deux formes d'institutions : celles que vous connaissez et d'autres que vous ne connaissez pas. Ce sont ces agents secrets qui sont à l'origine des exécutions de gens », a déclaré Nzobonimpa dans un entretien avec les médias locaux burundais. « Ces groupes de criminels au service des renseignements burundais viennent de recevoir des sommes faramineuses pour traquer les opposants politiques », a affirmé Manassé Nzobonimpa. « Ils ont même des véhicules Pick-up pour leur faciliter de travailler », a ajouté le député Nzobonimpa avant de laisser entendre que des escadrons de la mort sont pour le moment à sa poursuite et qu'ils ont loué une chambre à Kampala, dans laquelle, ils préparent un coup contre lui. « Les dirigeants de ces escadrons sont Désiré Uwamahoro et un certain Kazungu, un des proches du directeur des renseignements, et sont chargés d'exécuter toute personne que la Documentation nationale décide d'éliminer », a ajouté le député Nzobonimpa. Désiré Uwamahoro serait l'un des principaux acteurs dans l'assassinat d'Ernest Manirumva, un ancien président d'une ONG locale de lutte contre la corruption. Plusieurs groupes burundais dont le directeur des renseignements le Général Adolphe Nshimirimana ont ainsi refusé de se soumettre à un test ADN recommandé par les experts de la FBI qui avait participé aux enquêtes sur la mort d'Ernest Manirumva, tué par arme blanche en avril 2009. Trois fidèles de Rwaswa à Rweza en commune Kanyosha Trois personnes dont deux d'une même famille ont été tuées dans la semaine dernière à Rweza, près du campus Kiriri. Leurs familles ont vite pointé du doigt la police présidentielle. Ces trois personnes tuées sont Nayuburundi Stanislas, Ndarurinze Floribert et Nizigiyimana Vedaste, les deux premiers étant d'une même famille. C'est sur cette même colline de Rweza qu'un employé de l'UE avait été arrêté et son corps sans vie retrouvé quelques jours dans la rivière. Les membres des partis d'opposition ont aussi déploré la mort des trois civils sans défense. « Nous déplorons la mort de ces personnes qui meurent chaque jour pour avoir choisi les partis d'opposition », a déclaré un des leaders politiques burundais de l'opposition. Un enseignant membre du FNL tué à Kamenge le 2 avril 2011

Havyarimana Etienne, un membre du parti FNL et enseignant au Lycée communal de Nyambuye, a été tué samedi matin à Kamenge, par des gens qui ont utilisé un véhicule de l'Etat. Selon Jean-Claude Nganahe, chef de quartier Kavumu où vivait la victime, a déclaré que la victime avait répondu à un appel téléphonique autour de 3 heures du matin. « Il a été tué par des gens qui l'ont fait sortir de chez lui en appelant par téléphone et lorsqu'il est sorti, il n'est jamais revenu. Un voisin du lieu du crime a souligné qu'il a entendu un véhicule qui allait vers le domicile de la victime et après un moment il a entendu un coup de feu et le véhicule est reparti », a annoncé le chef de quartier Kavumu. Des sources proches du lieu du crime ont confirmé que la victime était membre du FNL d'Agathon Rwaswa. Une information qui a été corroborée par les membres de la famille de la victime qui disent que pour le moment, ils ne savent pas à quel saint se vouer.

Rweza et Kamenge : Même technique Pour le moment, il y a des ressemblances entre ce qui s'est passé à Kamenge et ce qui s'est passé à Rweza. Des reporters sur terrain ont souligné l'usage des véhicules par les meurtriers, ce qui fait croire aux observateurs qu'ils sont bien équipés et surtout organisés et bien financés. D'autres corps de ramassés dans la ville de Bujumbura et même dans les montagnes. Cinq membres des partis d'opposition ont été arrêtés le 28 mars 2011 à Mirango en commune urbaine de Kamenge et deux d'entre eux ont été retrouvés morts dans un quartier industriel de Bujumbura. Les trois autres restent introuvables. Ceux qui ont été découverts sont Ntogoheka Prosper et un certain Flicien. Ces derniers jours, des cadavres ont été découverts un peu partout dans le pays, flottant dans les lacs et rivières. L'APRODH avait souligné, il y a plusieurs jours, que chaque semaine, une dizaine de personnes trouvaient la mort, soit parce qu'ils sont membres de l'opposition, soit par des conflits fonciers, ou bien accusés de sorcellerie, ou tout simplement par ce que les gens appellent justice populaire. Silence assourdissant du chef de l'Etat Les familles des victimes et des organisations de la société civile demandent au président de la République de s'exprimer sur les rumeurs de tueries et de tout faire pour arrêter les assassinats des membres des partis d'opposition. « Nous demandons au président de la République de sortir de son silence pour sauver le peu de gens qui restent. Les gens meurent comme des mouches et il ne dit rien. Est-ce qu'il sera content lorsque les populations seront toutes décimées par ses troupes ? », s'est interrogé une femme dont le mari a été tué par des agents des renseignements lors d'une arrestation à Rweza. « Notre président est intelligent. Il nous a laissés accoucher sans payer mais il s'arrange pour que nos maris, à nous, auxquels on a eu ces enfants meurent », a déploré Madeleine, une jeune femme de 30 ans qui venait de perdre elle aussi son mari, dans des circonstances confuses à Kiyenzi. Saisir le tribunal International Suite à l'impunité qui caractérise le pouvoir actuel de Bujumbura, des voix commencent à s'élever pour demander que soit saisi le tribunal international pour juger ceux qui sont impliqués dans des actes de violation des droits de l'Homme au Burundi. Le vice-président du parti Sahwanya -Frodebu, Frédéric Bamvuginyumvira, demande aux Burundais de saisir le tribunal international sur les crimes commis dans leur pays. « Il temps que nous saisissons le Tribunal pénal international sur tout les crimes qui se commettent au Burundi », a déclaré M. Bamvuginyumvira. « Les crimes qui sont commis au Burundi sont des crimes contre l'humanité et sont punissables par les lois internationale », a ajouté le vice-président du parti Frodebu. [JMM]